

**Délibération n°
2021-05-04**

République Française
Liberté – Égalité – Fraternité

DEPARTEMENT D'EURE ET LOIR

VILLE DE MAINVILLIERS

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Date de la
convocation :**
14/05/2021

Séance ordinaire du 20 Mai 2021

**Date d'affichage de
l'ordre du jour :**
14/05/2021

Objet : Exercice 2021 – Décision modificative n°1 du budget annexe ANRU – Adoption.

**Nombre de
conseillers :**

L'an deux mille vingt-et-un, le vingt mai à 18 h 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué le quatorze mai deux mille vingt-et-un, s'est réuni sous la Présidence de :

Madame Michèle BONTHOUX, Maire.

Exercice : 33

Étaient également présents :

Présents : 27

A. BOUSLIMANI, S. MONTBAILLY, C. DEFRANCE, R. CANALE, R-F. CHARON, D. DUBOIS, J. GUILLEMET, L. FERNANDES, S. VICENTE, A. BUREAU, G. BOUSTEAU, H. GADIO, M. MAHI, P. MERCIER, B. VINSOT, F. GUINCÊTRE, I. MONDOT, S. KASMI, J. MALLOL, Y. SAIDI, M. EDMOND, P. COUTURIER, M. CIBOIS, H. GUERMONPREZ, S. PINAULT, M. YAOU.

Pouvoirs : 06

Votants : 33

Absents représentés :

J-P. RAFAT représenté par S. MONTBAILLY,
M. KONATE représentée par R-F. CHARON,
S. TUNCTAN représentée par M. EDMOND,
C. JUBAULT représentée par H. GUERMONPREZ,
S. MILON-AUGUSTE représentée par M. CIBOIS,
A. MASSA représenté par S. PINAULT.

Elus s'étant abstenus lors du vote : (pour la délibération N°2021-05-06)

P. COUTURIER,
M. CIBOIS,
C. JUBAULT,
H. GUERMONPREZ,
S. MILON-AUGUSTE,
A. MASSA,
S. PINAULT,
M. YAOU.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Secrétaire de séance :

028-212802292-20210520-D2021-95-04-DE
Madame Pascale COUTURIER a été élue secrétaire de séance.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/05/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



Délibération n°
2021-05-04
Réf. : FINANCES (VC)

CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 20 MAI 2021

Objet : Exercice 2021 – Décision modificative n°1 du budget annexe ANRU – Adoption.

Exposé de Madame Sandrine MONTBAILLY, Adjointe chargée des Finances et de la Prospectives :

Vu les articles L 2121-29 et L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération N° 2021-02-03 de la séance du conseil municipal du 18 février 2021 portant Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) pour l'exercice 2021,

Vu la délibération N° 2021-03-09 de la séance du conseil municipal du 25 mars 2021 portant approbation du budget primitif 2021 du budget annexe ANRU,

Considérant l'erreur matérielle lors de l'élaboration du budget primitif du budget annexe ANRU 2021 relative à l'inscription des crédits pour les dépenses imprévues ; ces derniers ne pouvant excéder 7,5% des crédits correspondants aux dépenses réelles prévisionnelles de la section.

Le Conseil Municipal
après en avoir délibéré,
à l'unanimité,

APPROUVE la décision modificative numéro une du budget annexe ANRU de l'exercice budgétaire 2021 comme suit :

EN FONCTIONNEMENT

	DEPENSES	
IMPUTATION	LIBELLE	MONTANT
Chapitre 011	Charges à caractère général	
6045	Achats d'études, prestations de service	2 000,00
TOTAL CHAPITRE 011		2 000,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	
022	Dépenses imprévues	-2 000,00
TOTAL CHAPITRE 022		-2 000,00
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		0,00

L'équilibre budgétaire reste inchangé. Le budget total s'établit à 50 000 € en dépenses et en recettes de fonctionnement.

Le **26 MAI 2021**
Le Maire,
Michèle BONTHOUX

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210520-D2021-05-04-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/05/2021

Par délégation du Maire Le responsable du
secrétariat général des services Luc BRUNET



- CERTIFIÉ EXECUTOIRE -

De la publication au R.A.A. : édition du mois de mai 2021.

De la notification faite le : **14 JUIN 2021**

Le Responsable du secrétariat général des services certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Le Tribunal Administratif peut être saisi par le biais de l'application informatique «Télérecours Citoyens», accessible sur le site Internet <http://www.telerecours.fr>, dans les formes et délais prévues aux articles L 2122-13 et D 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.